

Au Havre, Greenpeace tente en vain d'empêcher l'arrivée du terminal méthanier

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 7 heures,

Mis à jour il y a 7 heures



Des militants de Greenpeace tiennent une bannière dans la Manche devant le terminal méthanier de TotalEnergies, le 18 septembre 2023. LOU BENOIST / AFP

Des militants ont peint la coque du bateau et brandi une bannière dans la mer pour protester contre l'arrivée du méthanier dans le port normand.

Des militants de Greenpeace ont tenté en vain lundi 18 septembre d'empêcher l'installation d'un terminal méthanier flottant au Havre, un projet porté par TotalEnergies et voulu par le gouvernement pour sécuriser l'approvisionnement en gaz.

Deux zodiacs de Greenpeace ont rejoint en baie de Seine le méthanier Cape Ann. Ayant échoué à monter à bord, des militants ont alors peint sur sa coque «*gas kills*» («*le gaz tue*») en grandes lettres blanches. Puis, en rade du Havre, deux plongeurs se

sont mis à l'eau pour gêner la progression du méthanier, qui est entré dans le port peu avant 12h.

Pour le gouvernement, ce projet vise à créer un nouveau point d'entrée de gaz naturel liquéfié (GNL), en France pour renforcer la sécurité d'approvisionnement en gaz, qui avait subi de vives tensions en 2022 après le déclenchement de la guerre en Ukraine. La France dispose déjà de points d'entrée de GNL à Dunkerque (Nord), Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique) et à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône).

«On n'a pas besoin de ces nouvelles capacités»

Ce gaz, transporté à l'état liquide par bateau et regazéifié avant d'être injecté dans le réseau terrestre, est devenu une source d'énergie cruciale pour l'Europe, qui dépendait à 40% du gaz russe avant le conflit en Ukraine. Le projet de TotalEnergies au Havre a été autorisé en juillet 2022 pour une durée de 5 ans, «*par mesure de précaution*», selon le ministère de la Transition énergétique.

Le Cape Ann a une capacité de 5 milliards de mètres cubes par an, soit l'équivalent de 10% de la demande française. «*Mais on n'a pas besoin de ces nouvelles capacités*», a affirmé lundi à Jérôme Frignet, directeur des programmes de Greenpeace, qui demande donc que «*ce terminal ne soit pas raccordé au réseau*». «*Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la France a réussi à diminuer de 15% sa consommation de gaz, et on voit qu'en 2023 la tendance est également à la réduction (...) et on a déjà des stocks archi-pleins en vue de l'hiver*», a-t-il ajouté lors de l'action du Havre.

Ce terminal sera «*principalement approvisionné par les Etats-Unis et en particulier par du gaz de schiste produit par fracturation hydraulique, une technique interdite en France*», accuse M. Frignet. Plusieurs élus et organisations écologistes avaient contesté en justice l'arrivée du terminal méthanier, estimant comme Greenpeace qu'elle entretenait la dépendance aux énergies fossiles responsables du réchauffement climatique. Tous leurs recours ont été rejetés.

La rédaction vous conseille

- TotalEnergies assigne Greenpeace, qui accuse le groupe de sous-estimer son empreinte carbone
- L'Europe dépend plus que jamais du gaz naturel liquéfié russe
- TotalEnergies poursuit ses investissements dans le gaz

Sujets

Greenpeace

Le Havre